
Résumé de Franz CLEMENT, Research Associate Labour Market au LISER et membre du réseau IBA·OIE

A l'issue du colloque du 7 novembre, plusieurs vocables peuvent résumer l'ensemble des discussions. Ils sont au nombre de 5.

(1) VOCABULAIRE

Plusieurs mots de vocabulaires existent mais semblent utilisés à présent dans des sens différents afin de mettre en exergue la problématique du colloque. On peut citer les plus marquants :

Au Luxembourg on parlait déjà de « **métiers en pénurie** ». On a ajouté une classification supplémentaire, celle des « **métiers très en pénurie** » afin de montrer le caractère aigu du problème.

En France, on a récemment créé un nouvel organisme appelé « **France compétences** », ce qui montre l'accentuation donnée à la problématique.

On parle aussi de « **montée en compétences** » afin d'expliquer la situation des personnes qui à force de re-formation acquièrent de plus en plus de compétences, voire des compétences nouvelles.

On parle aussi de « **zones blanches de la formation** », un peu comme on parle de régions désertiques non desservies par la 4G ou par Internet.

On utilise l'expression « **intégration actorielle** » pour montrer la mise en commun de plus en plus évidente de divers partenaires dans la prise en charge de la problématique : services publics d'emploi, écoles, partenaires sociaux, employeurs, organisations de formation, ...

L'expression « **migration professionnelle** » est utilisée en Sarre.

On reparle en France de « **sens du travail** » et de « **valeurs de l'entreprise** » afin de montrer que certain(e)s ne sont pas forcément prêt(s) à accepter n'importe quel métier dans la conjoncture présente.

On utilise aussi l'expression « **marchandisation de la formation** » pour montrer à quel point divers organismes et entreprises se lancent dans le sujet de formations à dispenser.

(2) IMMIGRATION

L'appel à la main-d'œuvre étrangère issue de l'immigration apparaît de plus en plus comme une solution susceptible de régler partiellement le problème des métiers en pénurie, mais aussi les problèmes corollaires que sont dans la Grande Région le vieillissement de la population et la chute de la démographie. La main-d'œuvre étrangère apparaît donc comme une solution de nouveau développement.

Preuve en est les changements apportés dans les législations actuellement pour favoriser le recours à la main-d'œuvre immigrée, comme la fin du test d'aptitude, condition d'accès à certains métiers et fonctions au Luxembourg.

Plusieurs participants ont fait mention de la nécessité d'aller au-delà d'une certaine attitude protectionniste dans la Grande Région en faisant appel à de la main-d'œuvre issue de pays non-membres de l'Union européenne.

Tout ceci rappelle un peu les années 50 et 60 durant lesquelles on allait chercher au Maghreb ou encore en Italie, au Portugal ou en Yougoslavie une main-d'œuvre destinée à suppléer les carences connues chez nous.

Il reste toutefois certains problèmes difficilement solubles qui ont été évoqués comme la reconnaissance internationale des diplômes, le besoin de recourir à des autorisations d'exercer un travail, la déclaration des emplois vacants auprès des administrations compétentes.

(3) GOUVERNANCE

De nouvelles exigences apparaissent suite à la problématique du colloque, notamment celle d'une concertation internationale afin de régler celle-ci, ce qui signifie une meilleure collaboration entre entités au-delà des frontières. Dans le même ordre d'idée, il apparaît nécessaire de « cartographier » les points communs connus à travers les diverses entités de la Grande Région et en relation avec la problématique, de manière à renforcer la connaissance de ces points.

On a évoqué aussi la création d'une plateforme d'échange de données relatives à la problématique afin, encore de mieux favoriser l'intégration au sein de la Grande Région.

L'intégration actorielle (dont question plus haut) est revenue ici afin de faire travailler ensemble un maximum d'acteurs de manière à s'attaquer à la problématique du colloque. Il apparaît dans ce même cadre plus que nécessaire de nouer des collaborations entre acteurs publics et privés.

Des nouveautés se font jour afin de pallier la problématique et ses conséquences, comme l'existence d'une « allocation métiers en pénurie » en France.

(4) TRANSITIONS

Il ressort des discussions du colloque une évidence : la difficulté de s'adapter à des problématiques amenant un marché du travail de plus en plus en transition, évoluant avec une grande rapidité par rapport au passé. La période de la crise sanitaire semble avoir été un déclencheur des mutations observées de nos jours.

Il en découle un besoin constant d'amélioration de la qualité des données.

Les transitions génèrent des besoins nouveaux, des changements numériques, l'apparition de métiers nouveaux, de nouvelles formes énergétiques (comme l'hydrogène consistant en une nouvelle approche dans le domaine de l'énergie).

Bref, on constate donc une innovation et en même temps une accélération dans la problématique étudiée par le colloque.

Un élément reste toujours d'actualité : la connaissance des langues. Ce problème est visiblement intemporel, lui.

(5) MUTATION

La société dans laquelle nous vivons vient de connaître un véritable changement de paradigme, une mutation fondamentale : nous sommes passés d'un chômage de masse à des tensions de recrutement généralisées dans la quasi-totalité des secteurs. Nous passons d'une société où existait du chômage en raison du manque d'emploi à une société où il y a du chômage mais des emplois disponibles et non occupables.

Cette mutation ne règle toutefois pas la difficulté qu'il y a à mettre en commun dans la Grande Région des solutions à la problématique. Les méthodes restent séparées dans les diverses entités, les obstacles administratifs et les freins pour une meilleure intégration des solutions à l'échelle de la Grande Région restent nombreux.

Et finalement...

Les participants au colloque ont des idées et nourrissent des projets, mais ne sont pas les décideurs. Il semble manquer dans la Grande Région une réelle volonté politique afin d'aller vers davantage d'intégration politique pour mettre en place des solutions communes et appropriées à la problématique du colloque. Les projets restent souvent cantonnés au bilatéralisme.